

TÂAOUN *

La Lettre des Coopérations au Maroc

* Coopération

Réalisée par **Marocoop**, agence de Conseil en coopérations décentralisée et internationale avec le Maroc, avec le soutien de **l'Ambassade de France au Maroc**

N° Spécial Sommet RABAT 2013

En accueillant du 1^{er} au 4 octobre 2013 le Sommet mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux organisé par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et l'Association Rabat 2013, le Maroc a eu l'opportunité de présenter ses réformes en matière de gouvernance locale et de prendre part activement aux grands débats internationaux en vue notamment de l'élaboration d'un agenda des Villes et Régions du XXI^{ème} siècle.

Qu'est ce que CGLU ?

Créée en 2004, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) représente et défend les intérêts des gouvernements locaux sur la scène mondiale, quelle que soit la taille de ces collectivités locales.

Cette organisation, qui bénéficie du statut de membre observateur à l'ONU, a vocation à être la voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale démocratique, le promoteur de ses valeurs, de ses objectifs et de ses intérêts, au travers de la coopération entre les gouvernements locaux, comme au sein de la communauté internationale.

Présents dans 140 des 191 Etats membres des Nations Unies, les membres de CGLU sont aussi bien des villes que des associations de gouvernements locaux, qui représentent toutes les villes et les collectivités locales d'un pays. Plus de 1 000 villes, à travers 95 pays, sont des membres directs de CGLU, 112 associations de gouvernements locaux sont membres de CGLU, représentant ainsi presque tous les gouvernements locaux du monde.

Basée à Barcelone, CGLU Unis fonctionne à partir d'une structure décentralisée reposant sur sept sections régionales en Afrique, Asie-Pacifique, Eurasie, Europe, Amérique Latine, Amérique du Nord, Moyen Orient et Asie de l'Ouest, Amérique du Nord et une section Métropolitaine. Les Sections Régionales et Métropolitaine sont des entités légalement indépendantes qui mènent leurs propres activités.

CGLU, un acteur d'influence de la nouvelle gouvernance mondiale

L'organisation a pour ambition de promouvoir une autonomie locale, démocratique, forte et effective dans le monde entier et d'assurer une représentation politique réelle des autorités locales au sein des institutions internationales, notamment l'ONU et ses agences, pour défendre la paix et la solidarité, et affirmer leur rôle dans les grands dossiers de la gouvernance mondiale qui les concernent.

« Face à la crise, nous devons innover, rechercher d'autres solutions et renforcer la solidarité. »

Kadir TOPBAŞ, Maire d'Istanbul, Président de CGLU

Qu'est ce que l'Association Rabat 2013 ?

Pour la réalisation de ce congrès d'envergure internationale, la Commune Urbaine de Rabat et le ministère de l'Intérieur ont signé en 2011 une convention portant création de l'Association Rabat 2013, présidée par le Maire de Rabat, Fathallah OUALALOU.

L'Association Rabat 2013 est composée des organes suivants :

- * Un Bureau exécutif
- * Une Assemblée générale
- * Des Commissions permanentes
- * Des Commissions techniques

En concertation permanente avec le Secrétariat Général de CGLU, l'Association Rabat 2013 a eu pour missions de coordonner et suivre toutes les opérations relatives à l'organisation de cet événement (recherche de partenaires, communication, organisation logistique etc.), ainsi que de superviser toutes les activités prévues et d'en évaluer les résultats.

« Il est impératif que les gouvernements centraux et les gouvernements régionaux et locaux unissent leurs efforts et travaillent de concert pour surmonter les effets pervers de la crise économique et financière en cours. (.../...) Il n'est plus admissible aujourd'hui, du point de vue de la bonne gouvernance territoriale, que la sphère centrale ait, seule, vocation à définir les stratégies de développement destinées à l'échelon territorial. »

SM Mohammed VI, Roi du Maroc

Rabat, au nom de l'Afrique

Après le Congrès fondateur à Paris en 2004, puis Jeju en 2007 et Mexico en 2010, c'est Rabat qui a accueilli le 4^{ème} Congrès mondial de CGLU.

En novembre 2010, le Conseil de CGLU d'Afrique s'accorde à l'unanimité pour la candidature de la Ville de Rabat au nom du continent africain. Puis après l'étude du dossier de candidature de 15 villes, 3 d'entre elles sont retenues par la Commission des Affaires Statutaires de CGLU : Lyon, Florence et Rabat. Lors du 3^{ème} Congrès mondial de CGLU, à Mexico en novembre 2010, Rabat est élue à l'unanimité pour abriter le 4^{ème} Congrès de CGLU pour 2013, au nom du continent africain.

Il s'agissait par cette décision non seulement de respecter le principe de rotation entre les différentes régions du monde, mais également de marquer une certaine reconnaissance de l'effort mené par le continent africain, et du Maroc en particulier, en matière de décentralisation, ainsi qu'un soutien à une dynamique impulsée par les collectivités locales africaines, qui ne cesse de se renforcer.

« Nous attendons des collectivités locales, quelles que soient leurs différences, qu'elles soient au service de la paix dans le monde. Car c'est au niveau de nos villes que nous devons relever le défi de la justice sociale, de l'inclusion, du développement rural et de la diversité. »

Bertrand DELANOE, Maire de Paris, Ancien Président de CGLU

Les objectifs du Sommet Rabat 2013

Organisé sur le thème « **Imaginer la société, Construire la démocratie** », le Congrès mondial a été l'occasion pour les membres d'élire les instances dirigeantes et, pour la Présidence, d'examiner collectivement les priorités stratégiques et le programme de travail de CGLU pour 2013-2017. Le Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux avait également pour objectif d'être un espace de débats sur les défis actuels et futurs auxquels font face les villes et les régions du monde en abordant les grandes questions qui concernent nos villes et nos territoires, à travers différents thèmes :

- Améliorer la qualité de vie
- Gérer la diversité
- Accompagner la nouvelle gouvernance et les changements en Méditerranée
- Renforcer la solidarité entre les territoires
- Maîtriser l'avenir urbain

Le Sommet Mondial de 2013 était ainsi structuré autour de deux concepts principaux :

- la contribution des gouvernements locaux et régionaux à l'amélioration de la qualité de vie de leurs communautés et leur rôle dans l'agenda de développement post-2015.
- l'identification des nouveaux défis et modèles de développement pour répondre à la demande d'une population de plus en plus urbanisée et préparer la Conférence_Habitat III en 2016

« Les gouvernements locaux ont la clé, les connaissances pour aider à financer et à partager un agenda afin d'être en mesure de relever conjointement les défis du développement. Nous devons inventer un nouveau système de gouvernance en Afrique, pas un système européen réinventé. Nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs que dans d'autres pays. »

Khalifa SALL, Maire de Dakar

Le Sommet Rabat 2013 en quelques chiffres

- ❖ 120 pays représentés
- ❖ 203 intervenants
- ❖ 3500 participants, maires des villes du monde, autorités locales et régionales, représentants d'institutions internationales, Chefs d'Etat et de Gouvernement, Ministres, experts, donneurs d'ordre publics et privés
- ❖ 313 journalistes
- ❖ 44 organisations internationales présentes
- ❖ 1 plénière introductive, 4 tables rondes thématiques, 2 plénières stratégiques, 12 sessions parallèles et une plénière finale.
- ❖ 36 side events organisés qui ont accueilli près de 950 participants

« L'avenir des pays est dans les villes, c'est pourquoi il est important d'explorer les mécanismes qui puisse les faire participer avec efficacité à la gouvernance. »

Xavier TRIAS, Maire de Barcelone

Le Maroc et le Sommet Rabat 2013

Consciente de l'impact considérable de ce rassemblement international, l'Association Rabat 2013 a décidé de créer deux autres événements dans l'événement et d'en faire une véritable vitrine du Maroc, de ses institutions, de ses entreprises, de son savoir-faire et de ses bonnes pratiques.

➤ **Salon Rabat Expo** : un espace de 10 000 m² sur le site principal du Sommet, à disposition des collectivités locales, en particulier des 16 Régions du Maroc et de leur CRI, des entreprises, ainsi que des opérateurs institutionnels intervenant dans le développement des villes, pour exposer savoir-faire, technologies et équipements destinés à accompagner les collectivités locales dans leurs processus de développement.

➤ **36 side events** qui, pour l'essentiel, visaient à présenter des expériences menées au Maroc, ou sur le continent africain, dans les nombreux domaines ayant trait à la gestion locale.

A titre d'exemples :

- Atelier de planification stratégique urbaine (Villes de Rabat, Lyon, Barcelone et Medcities)
- Innovation et leadership dans la gestion locale : l'exemple du coaching territorial (CGLUA et Ministère de l'Intérieur)
- Améliorer l'attractivité des villes d'Afrique (Association Rabat 2013, CGLUA et Groupe Jeune Afrique)
- Enjeux et défis de l'articulation des acteurs du développement dans une optique de bonne gouvernance territoriale (PNUD ART International)
- Apports de la recherche et de la formation au renforcement des compétences des acteurs (Institut Supérieur de l'Information et de la Communication/Centre d'Etudes et de Recherches en Sciences Sociales)
- Mise en œuvre de projets innovants dans le secteur des déchets solides : quels défis et opportunités pour les collectivités territoriales ? (Fonds d'Equipement Communal et Banque Mondiale)
- Les défis de la croissance urbaine : quels moyens pour les collectivités territoriales ? (Ministère français des Affaires Etrangères, SCAC de l'Ambassade de France au Maroc et Partenariat Français pour la Ville et les Territoires)
- Le bien-être des enfants et des jeunes : quelle redevabilité pour nos communes ? (UNICEF Maroc)
- Imaginer la ville interactive, apprendre les uns des autres - vers un réseau Maghrébin pour le développement urbain : le cas du Programme CoMun (GIZ)
- Transparence et intégrité dans la gouvernance locale (DGCL/Ministère chargé de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration)
- Dispositifs et mécanismes de participation de la jeunesse aux décisions locales (Fondation Anna Lindh)
- Institutions Financières spécialisées et développement des villes et territoires : enjeux, stratégies, modalités et perspectives de collaboration (Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale du Cameroun/CGLUA)
- Vers un avenir énergétique durable – quelle gouvernance locale ? (ADEREE-JihaTinou 2020)
- La modernisation des services publics locaux : perspectives d'élus sur l'expérience marocaine (CMI – Banque Mondiale)
- Renforcer la préparation des villes face aux situations de crise - la contribution des services publics locaux ET Gouvernance et modes de financement des projets de développement urbain dans le grand Casablanca pour une performance métier renforcée (Suez Environnement)
- Le Capital Humain au service du Développement Territorial (Ville de Rabat/ Association Marocaine des Présidents de Conseils Communaux)

- Gouvernance territoriale vecteur du développement humain (Coordination Nationale de l'INDH)
- Gouvernance contractuelle des services de base en réseaux (Fonds d'Equipement Communal)

« **On ne peut imaginer la société et construire la démocratie sans les femmes.** »
Fatna EL KHIEL- Députée, Présidente de la Commune d'Arbaoua

Quelques autres temps forts

- Lancement en avant première par l'UNICEF de l'**Indice de développement des enfants en milieu urbain**, destiné à mesurer le bien-être des enfants dans les villes et s'assurer que les politiques de développement urbain intègrent les différentes dimensions de développement des citoyens de demain que sont les enfants et les adolescents
- Célébration du **Centenaire du Mouvement municipal**, né en 1913 dans la ville belge de Gent à l'initiative d'un groupe de Maires et de Gouverneurs qui ont créé l'Union Internationale des Villes. Les participants au Sommet ont pu découvrir l'histoire du Mouvement municipal sur une fresque de 100 m de long, désormais disponible sur :
<http://www.rabat2013.uclg.org/fr/nous-connaître/le-centenaire-du-mouvement-municipal-international>
- Lancement officiel du **3^{ème} Rapport mondial sur la Démocratie Locale et la Décentralisation (GOLD III)** consacré à l'accès aux services publics et à l'urbanisation du monde.
http://www.uclg.org/sites/default/files/Lancement%20officiel%20du%20Rapport%20GOLD%200III_0.pdf

« **Il est important que les villes fassent entendre leur voix dans les grandes instances internationales, parce que l'urbanisation ne cesse de progresser.** »
Alain JUPPE, Maire de Bordeaux.

La Présidence de CGLU 2013-2016

Le Sommet Rabat 2013 a été l'occasion de renouveler la présidence de CGLU :

- ◆ Président de CGLU : **Kadir Topbaş**, Maire d'Istanbul (Turquie), Président de l'Union des Municipalités de Turquie
- ◆ Co-Président de CGLU : **Augusto Barrera**, Maire de Quito (Equateur)
- ◆ Co-Président de CGLU : **Anne Hidalgo**, Première Adjointe au Maire de Paris (France),
- ◆ Co-Président de CGLU : **Chen Jianhua**, Maire de Guangzhou (Chine)
- ◆ Co-Président de CGLU : **Alain Juppé**, Maire de Bordeaux (France), Président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE)
- ◆ Co-Président de CGLU : **Ilsur Metshin**, Maire de Kazan (Fédération Russe)

- ♦ Co-Président de CGLU : **Jacqueline Moustache Belle**, Maire de Victoria (Seychelles), Présidente de l'Association des Districts de Victoria
- ♦ Trésorier de CGLU : **Fathallah Oualalou**, Maire de Rabat (Maroc)
- ♦ Trésorier-adjoint : **Berry Vrbanovic**, Conseiller de Kitchener (Canada), Président Emérite de la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM)
- ♦ Secrétaire Général : **Josep Roig**

Au niveau du Conseil mondial de CGLU, son nouveau Vice Président représentant l'Afrique est **Mpho Moruakgomo**, President of Botswana Association of Local Authorities

« C'est au niveau des villes que s'opère la compétition des économies, la compétitivité ; aujourd'hui, l'attractivité d'une nation se définit à l'intérieur de la ville. »

Fathallah OUALALOU, Maire de Rabat

La Déclaration de Rabat

Les représentants des gouvernements locaux et régionaux ont jeté les premières pierres de la définition d'un Agenda des Villes et Régions du XXIème siècle. Ils ont adopté une Déclaration qui demande la pleine participation des gouvernements locaux dans les processus de prise de décision internationale, et plus particulièrement dans la définition des objectifs de développement durable post-2015, la Conférence Climat de 2015 à Paris et la Conférence ONU-Habitat de 2016.

« Nous, maires et représentants des villes et gouvernements locaux et régionaux du monde, des petites, moyennes et grandes villes, des métropoles et régions, au service des communautés rurales et urbaines, réunis du 1 au 4 octobre 2013 à Rabat, Royaume du Maroc, à l'occasion du 4ème Congrès Mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis;

Saluant les cent années de fondation de l'Union Internationale des Villes, pour sa contribution à la démocratie locale et au renforcement des autorités locales sur le plan mondial, en particulier par son rôle décisif aux côtés de la Fédération Mondiale des Cités Unies et en collaboration avec Metropolis dans la fondation de CGLU en 2004 ;

Réaffirmant que les valeurs fondatrices de paix, de dialogue, de compréhension entre les peuples et de coopération entre collectivités locales sont toujours plus d'actualité ;

Préoccupés par les crises, les conflits armés et les catastrophes naturelles qui affectent de nombreuses régions du monde et par les menaces sur la planète et sa population dues aux effets du changement climatique, à l'insécurité alimentaire, au manque de logement, à la pauvreté, l'oppression culturelle et à l'exclusion sociale qui entravent notre capacité d'imaginer le futur et la construction de la démocratie ;

Reconnaissant que la diversité dans ses multiples dimensions est un atout pour nos sociétés et source d'innovation ;

Constatant que la crise mondiale continue à peser sur nos sociétés de manière inégale et que, bien que n'étant pas à l'origine de cette crise, les collectivités locales dans beaucoup de régions, notamment en Europe, subissent de plein fouet les effets de l'austérité qui affectent directement l'accès des plus démunis aux services de base, à l'emploi et au logement, les entraînant dans la spirale de l'exclusion et de la pauvreté ;

Reconnaissant le besoin de conjuguer les efforts avec tous les réseaux d'autorités locales et les autres partenaires l'ensemble des partenaires et notamment avec les Nations Unies et les organisations de la société civile pour promouvoir la paix dans le monde et définir un agenda international qui permettra de surmonter la situation vulnérable qui empêche la moitié de l'humanité de bénéficier de conditions de vie dignes ;

Considérant que le Mouvement Municipal International de la Coopération et Coopération Décentralisée, les partenariats, les jumelages, la diplomatie internationale des gouvernements locaux et l'assistance mutuelle à travers le renforcement des programmes des capacités et les initiatives de solidarité municipale sont une contribution vitale à la construction d'un monde en paix, développé et durable ;

Affirmant le rôle politique incontournable des autorités locales comme promoteurs efficaces de la paix et du dialogue entre les peuples et le bien-vivre ensemble Lançons un appel pour un monde pacifique.

Constatant avec satisfaction que les révolutions démocratiques déjà soulignées lors de la Déclaration du Congrès de Jeju en 2007 continuent à s'étendre dans toutes les régions du globe, conscients que l'espace local est le lieu de construction de ces démocraties et que les formes de participation citoyenne se multiplient et se diversifient en particulier pour la prise de décision ;

Conscients que le monde a été témoin de grands bouleversements depuis le Congrès de Mexico de 2010. Ces changements sont porteurs d'inquiétude dans certaines régions du monde avec l'apparition de situations de crise politique, sociale, économique et humanitaire. Ces changements sont aussi porteurs d'espoir avec la prise de conscience des populations pour la défense de leurs droits à la démocratie et à la justice ;

Prenant note que la jeunesse, partout dans le monde, réclame sa place légitime dans des sociétés de démocratie et de justice sociale ;

Convaincus que la démocratie se construit désormais au niveau local et qu'il faut transformer à l'avenir les modèles centralisés que nous connaissons. Le niveau local, de par sa qualité première de relation de proximité, est celui où on peut le mieux renouveler le contrat social entre les communautés et les autorités publiques car il est le niveau le mieux placé pour identifier les besoins des citoyens. Les Etats apparaissent de plus en plus éloignés des besoins quotidiens des citoyens et impuissants face à la complexité d'un environnement économique et financier mondial sans cesse et désordonné.

Encouragés par l'expérience des Objectifs Millénaire du Développement qui ont prouvé que des progrès importants ont été réalisés dans les endroits où les autorités locales et régionales ont été impliquées dans leur mise en œuvre. Il est largement démontré que dans les cas où le principe de subsidiarité n'a pas été appliqué, les résultats se sont avérés satisfaisants.

Appelons à des sociétés inclusives, participatives et justes.

Engagés à jouer notre rôle en tant que partenaires pour sortir de la crise actuelle, pour innover, revitaliser l'économie et l'emploi, pour répondre à la demande croissante de services essentiels pour tous.

Reconnaissant le double moment historique pour CGLU et ses membres avec : d'une part le bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement et d'autre part, à court terme, la III Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, « Habitat III », qui se tiendra en 2016 et marquera une nouvelle phase de développement et de coopération dans laquelle les villes et régions doivent jouer un rôle décisif.

Soulignant les engagements pris lors des Congrès mondiaux précédents, au cours desquels les Villes et les Régions se sont affirmées comme acteurs indispensables et indissociables pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire et jouissant de la reconnaissance croissante de notre Organisation Mondiale au sein des Nations Unies, y

compris à travers la participation du Président de CGLU dans le cadre du Panel de Haut Niveau pour l'après 2015.

Conscients que, malgré d'importantes avancées, plusieurs Objectifs de Développement du Millénaire ne seront pas atteints, comme l'assainissement, et que certaines régions, comme l'Afrique Sub-saharienne ou l'Asie du Sud, accumulent des retards inquiétants, tandis que les inégalités, sociales et territoriales, dans le monde se sont approfondies et urbanisées.

Conscients qu'au cours des 20-30 prochaines années l'essentiel de la croissance démographique se fera dans les villes, lesquelles devront accueillir un milliard et demi de nouveaux citoyens et notamment dans les périphéries populaires en première ligne face aux défis de l'urbanisation.

Appelons à une vie digne pour tous.

Prenant bonne note des progrès dans la reconnaissance de la place des autorités locales dans les politiques internationales comme par exemple les résultats de la Conférence des Parties à Cancun, la Déclaration de Rio +20, les travaux du Panel de Haut Niveau pour le Secrétaire Général des Nations Unies, ou la communication de la Communauté Européenne sur les autorités locales qui demandent « d'accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires ». Malgré ces avancées indéniables, la réforme des institutions internationales qui donnerait aux villes et aux régions la place qu'elles méritent tarde à se concrétiser.

Appelons à un véritable partenariat mondial.

Par cette Déclaration nous, autorités locales, régionales et nos associations, nous engageons à :

- Continuer notre mobilisation pour maintenir vivantes les valeurs qui nous unissent.

Dans le contexte international de crise et de conflits, mais aussi d'avancées démocratiques, nous souhaitons de manière prioritaire mettre la paix et le développement au centre de notre action, contribuer au renouvellement de la démocratie à partir du niveau local et associer la jeunesse au développement de ses villes et territoires.

- Agir de manière déterminée pour avancer vers la formulation de l'Agenda des Villes et des Régions du XXI siècle.

En décembre 2012, au cours du VI Sommet Africités, tenu à Dakar, les villes et les régions présentes au Conseil Mondial de CGLU, prenaient date de la nécessité de formuler un Agenda des Villes et des Régions du XXI siècle qui puisse refléter les valeurs communes qui soudent les membres de CGLU et les partenaires vers Habitat III. Ils ont également reconnu le besoin de préciser la stratégie internationale des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre de l'Agenda du Développement et enfin assurer la promotion concrète de solutions locales et adaptées aux défis de notre ère.

- Devenir un partenaire reconnu du système des Nations Unies.

Nous sollicitons l'entière participation des gouvernements locaux dans tous les processus de prise de décision au niveau international et appelons à une architecture de gouvernance mondiale plus inclusive et solidaire qui y associe les acteurs non-étatiques.

Nous demandons aux institutions internationales de considérer les autorités locales et régionales comme une instance de gouvernement et un partenaire à part entière. Nous demandons aux Nations Unies d'accorder à notre Organisation le statut d'observateur au sein de l'Assemblée Générale pour accroître notre contribution aux politiques de l'ensemble du système des Nations unies. Nous encourageons ECOSOC à poursuivre son processus de réforme inclusive qui permet, aux Major Groups et aux gouvernements infranationaux, en particulier, de jouer un rôle à part entière.

Nous proposons que la Troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable « Habitat III » en 2016 soit un processus inclusif impliquant toutes les parties prenantes et s'appuyant sur les recommandations de la II Assemblée des villes et autorités régionales.

➤ Abonnement/Désabonnement :

Pour vous désinscrire, merci de nous renvoyer un mél avec le titre « désinscription », nom et collectivité. Pour recevoir directement « Taâoun, la Lettre des Coopérations au Maroc », envoyez vos coordonnées (nom, prénom, fonction, institution) à marocoop@gmail.com

➤ Taâoun est votre Publication : N'hésitez pas à nous transmettre vos suggestions et toutes les informations et annonces que vous souhaitez y voir paraître. Contact : marocoop@gmail.com

➤ Marocoop Conseil, agence de conseil en Coopération décentralisée basée au Maroc, est à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos démarches de développement de coopérations avec des collectivités marocaines : recherche de partenaire, ingénierie de projets, recherche de cofinancements, évaluation, formation.

Elodie MARTELLIERE SADOUK - Marocoop Conseil

BP 4394 - Rabat Tour Hassan - 10020 RABAT tél : 00 212 (0)663 31 40 02